

## *Derrière le masque de la révolution verte en Afrique : les motifs, les acteurs et la dynamique*

*La « révolution verte en Afrique » est saluée comme la solution qui sauvera l'Afrique de l'étau de la pauvreté et de la faim. Il n'est pas surprenant que la campagne soit conduite par des intervenants qui ont été les initiateurs du concept en Asie avec de nouveaux alliés venant en renfort. Reproduisant le modèle asiatique, l'action en faveur d'une révolution verte en Afrique s'apparente à un « cheval de Troie » qui ouvre la voie aux multinationales de l'agrochimie et des biotechnologies agricoles, et facilite la distribution de leurs produits.*

Les promoteurs de la révolution verte en Afrique s'inspirent de la première révolution verte, dont l'expérience en Asie commença dans les années 1950 pour parvenir à une phase de stabilisation dans les années 1980 ; et ceci, malgré les multiples controverses persistantes autour de la question de savoir si la révolution verte a réellement profité à l'Asie au cours des 40 années de sa mise en œuvre, à part l'augmentation de la production céréalière.

La révolution verte que l'on prescrit pour l'Afrique suit fondamentalement la formule utilisée sur le continent asiatique : un programme technologique « universel » pour l'agriculture faisant appel à l'utilisation d'intrants, à des infrastructures agricoles de grande envergure, à des semences améliorées,

mais avec une nouveauté, les semences génétiquement modifiées qui entrent maintenant en ligne de compte. Dépendant en grande partie de l'agriculture vivrière, le développement de l'Afrique sera déterminé par le déroulement et les effets de ce qu'il est convenu d'appeler une révolution, comme cela s'est produit en Asie il y a 50 ans.

---

### *Pourquoi la première révolution verte n'a-t-elle pas réussi en Afrique ?*

---

La première révolution verte n'a pas oublié l'Afrique mais elle n'a pas eu le succès escompté sur ce continent. Des centres internationaux de recherche agricole, qui par la suite furent intégrés au Groupe consultatif pour la recher-

che agricole internationale (CGIAR – Consultative Group on International Agricultural Research), furent présents en Afrique dès 1967. Cependant, à la différence de l'Asie, le programme technologique « universel » n'a pas réussi à s'imposer sur le continent africain. Les paysans africains ne consommaient pas autant de semences améliorées, de pesticides et d'engrais chimiques que leurs homologues asiatiques. Tandis que la quantité moyenne d'engrais utilisée en Asie du Sud a presque triplé, passant de 37 kilos par hectare en 1980/1981 à 109 kilos en 2000/2001 et plus que doublé en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est sur la même période, le volume en Afrique subsaharienne qui était de huit kilos par hectare n'a évolué que d'un seul kilo (FAOSTAT).

Le système agricole africain est une mosaïque d'écosystèmes divers où l'on pratique l'agriculture, la foresterie ou l'élevage, et où une formule « universelle » semble vouée à l'échec. L'immense pauvreté représente un défi pour une approche du développement agricole axée sur le marché. Si les subventions gouvernementales ont incité les paysans asiatiques à se convertir à la monoculture et à une production privilégiant le marché, le régime actuel du commerce international et le poids

---

**Elenita C. Daño**

Third World Network  
Bureau de liaison des Philippines  
Quezon City, Philippines  
nethdano@pacific.net.ph

*Diverses fondations, créées par des groupes à but lucratif et non lucratif, soutiennent le transfert de technologies appropriées aux agriculteurs pauvres en ressources sur tout le continent africain.*



Photo : laif

# PLATE-FORME INTERNATIONALE

de la dette empêcheraient l'Afrique de suivre le même modèle aujourd'hui. Le marché international est bien plus restrictif maintenant pour le commerce des pays pauvres qui ne peuvent concurrencer les denrées très subventionnées des pays riches.

---

## *La philanthropie stratégique prépare le terrain*

---

La *Fondation Rockefeller*, le deuxième organisme philanthropique privé des États-Unis, dirige l'offensive stratégique philanthropique qui inspire la révolution verte en Afrique. Depuis 1999, la Fondation a dépensé pratiquement 150 millions de dollars US pour reproduire son expérience de la première révolution verte en Amérique latine et en Asie il y a 50 ans. Suivant la formule du « partenariat entre la philanthropie privée et les gouvernements, inspiré par un plan philanthropique », l'action actuelle de la Fondation Rockefeller en Afrique est axée sur la mise au point scientifique de cultures et d'engrais plus productifs, sur le développement des talents locaux en matière de botanique, d'agriculture, de politique agricole et de commerce des denrées alimentaires, sur un engagement fort des gouvernements nationaux et sur une collaboration entre le public et le privé concernant les infrastructures, l'eau, l'irrigation, l'environnement et la création de marchés pour les moyens mis en œuvre et la production d'un secteur agricole en révolution (remarques de Mme Judith Rodin, présidente de

la Fondation Rockefeller, annonçant l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, 12 septembre 2006).

La Fondation Rockefeller a soutenu l'élaboration et le lancement de plus de 100 nouvelles variétés de végétaux, dont des dizaines sont déjà utilisées, y compris de nouvelles variétés de riz appelées « nouveau riz pour l'Afrique » (NERICA), cultivées sur 121 000 hectares sur le continent (ibid Mme Judith Rodin). Conformément à sa vision de « la révolution doublement verte », la Fondation s'investit dans la promotion à grande échelle des engrais chimiques. Elle compte sur les partenariats public-privé pour mettre en place des structures commerciales permettant aux paysans d'acheter ces intrants. La Fondation a aussi financé la formation de commerçants dans les villages pour leur enseigner les principes essentiels de la distribution d'intrants agricoles, afin qu'ils puissent notamment aider les paysans à comprendre et à utiliser ces produits; elle a également contribué au financement de leur entreprise par des prêts et des garanties de prêt et d'autres moyens. Comme ce fut le cas en Asie, la révolution verte en Afrique s'appuie sur le développement d'industries qui soutiennent la promotion de systèmes agricoles dépendant des intrants.

En 2006, la Fondation Rockefeller s'est associée à la *Fondation Bill et Melinda Gates* pour donner naissance à l'*Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)*. La Fondation Gates faisait don d'une subvention initiale de 100 millions de dollars US tandis que la

Fondation Rockefeller apportait 50 millions pour

mettre en place l'AGRA, un organisme public de bienfaisance visant à réduire la faim et la pauvreté en Afrique grâce au développement de l'agriculture. Son but principal est l'augmentation de la productivité et de la rentabilité des petites exploitations en recourant à des innovations dans le domaine de la technologie, des politiques et des structures institutionnelles, durables d'un point de vue économique et environnemental ([www.africangreenrevolution.com/en/green\\_revolution](http://www.africangreenrevolution.com/en/green_revolution)).

Le *Programme pour une révolution verte en Afrique (ProGRA)* a aussi été créé afin de mettre en œuvre des initiatives sous les auspices de l'AGRA dont le président est Kofi Annan, ex-secrétaire général de l'ONU. Peu après le lancement de cette institution, la Fondation Gates a renforcé ses équipes habituelles en embauchant un certain nombre de cadres de haut niveau recrutés dans le personnel d'encadrement des multinationales de l'agrochimie, de l'industrie des semences et de la biotechnologie. Le cadre conceptuel du partenariat Gates-Rockefeller pour une révolution verte en Afrique est exposé dans un « livre blanc » publié par la Fondation Rockefeller en 2006 et intitulé « *Africa's Turn; the New Green Revolution for the 21<sup>st</sup> Century* ». Ce document pose comme postulat que l'Afrique doit profiter des promesses de la révolution verte d'une manière durable et équitable par l'emploi conjugué des dernières applications de l'écologie et de la biotechnologie, avec la participation active des agriculteurs africains dans l'analyse, la conception et la recherche.

La révolution verte en Afrique est également soutenue par la *Fondation Yara*, créée en 2005 pour marquer le centenaire du premier fournisseur mondial d'engrais minéraux, Yara International. Depuis 2005, la Fondation Yara a attribué le *Prix Yara pour une révolution verte en Afrique* pour saluer des actions remarquables afin d'accroître la disponibilité et la production de denrées alimentaires de façon durable, en vue de réduire la faim en Afrique.



Photo: Böthling

*Les semences améliorées sont des éléments importants d'une révolution verte. Elles sont fournies par des instituts de recherche nationaux et internationaux.*

---

## *Coup de pouce de la part des Nations unies*

---

L'ex-secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a, au cours de son mandat, plaidé en faveur d'une « révolution verte uniquement africaine ». Il a souligné l'importance des semences améliorées, des techniques ayant fait leurs preuves en matière d'irrigation à petite échelle et de la restauration de la qualité des sols. Il a vivement encouragé l'Afrique « à ne pas se détourner du potentiel de la biotechnologie » et a appelé de ses vœux une « évolution arc-en-ciel » qui consiste à compléter la révolution agricole par des programmes relatifs aux infrastructures, à la santé, etc.

La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) s'est ralliée au mouvement de la révolution verte en Afrique lorsque celle-ci était déjà en marche. Ce n'est qu'en 2004 que la révolution verte en Afrique commença à figurer en bonne place dans les conférences de la FAO sur l'Afrique, des partisans éminents de la première révolution verte assurant la promotion du concept et appelant la communauté internationale à le soutenir. En 2005, la FAO attira l'attention sur les dangers de la reproduction en Afrique du modèle de la révolution verte asiatique et prôna plutôt l'idée d'« évolution arc-en-ciel » de Kofi Annan compte tenu de la nature plus vaste des interventions requises par la situation africaine.

---

## *Les bailleurs de fonds*

---

La Banque mondiale a facilité la révolution verte en Afrique en prescrivant des politiques de libéralisation et de déréglementation en faveur des pays débiteurs, préparant le terrain pour les investissements du secteur privé dans l'agriculture africaine. La volonté de libéralisation de la Banque en Afrique dans les années 1990 visait l'industrie des semences, qui était alors en grande partie contrôlée et dominée par des organismes publics et des entreprises paraétatiques. Elle s'est prononcée en

faveur de la déréglementation de ce secteur, de la création d'associations nationales pour la commercialisation des semences et du renforcement du rôle des institutions de recherche nationales et internationales pour fournir aux paysans des semences améliorées, qui sont des éléments importants de la révolution verte ([www.worldbank.org/afr/findings/english/find27.htm](http://www.worldbank.org/afr/findings/english/find27.htm)).

La Banque africaine de développement (BAD) finance quelques projets dans le cadre de la révolution verte en Afrique, comme le prêt de 34 millions de dollars US accordé à la Namibie en 2005 pour son « projet de plan vert » visant à stimuler le secteur agricole grâce à la mise en place d'installations d'irrigation et d'infrastructures pour accroître la part de l'agriculture dans le PIB national (Integrated Regional Information Networks, juillet 2005). Cette banque joue un rôle important pour mobiliser des fonds destinés à financer les composantes les plus coûteuses de la révolution verte, telles que l'irrigation et les infrastructures.

---

## *Les vétérans du CGIAR*

---

Le CGIAR pour la révolution verte en Afrique a recours à la solution miracle employée en Asie, cette fois-ci sous la forme du nouveau riz pour l'Afrique (NERICA). Les variétés améliorées de NERICA ont été mises au point dans les années 1990 par des scientifiques généralement africains de l'ADRAO, centre de recherche du CGIAR rebaptisé *Centre du riz pour l'Afrique* en 2003. Le NERICA est un nouveau type de végétal qui ressemble au riz africain dans les premières étapes de sa croissance, doté de la capacité de ne pas se laisser envahir par les plantes indésirables, mais qui se rapproche davantage du riz asiatique en parvenant à maturité, et qui produit de meilleurs rendements avec peu d'intrants ([www.warda.org/warda/adrao/aboutus.asp](http://www.warda.org/warda/adrao/aboutus.asp)).

La Fondation Rockefeller a injecté des fonds considérables dans les programmes d'amélioration génétique faisant appel à la biotechnologie utilisés

par les scientifiques de l'ADRAO pour élaborer le NERICA. Des agences de donateurs japonais, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et la Banque mondiale ont investi des sommes importantes dans le projet, qui a nécessité une collaboration des chercheurs du CGIAR avec divers instituts de recherche du monde entier (de la Chine aux États-Unis en passant par la France).

---

## *L'arrivée des grands groupes*

---

Syngenta, qui occupe le deuxième rang mondial dans l'agrochimie et le troisième rang sur le marché des semences, est représentée en Afrique subsaharienne par son pôle « humanitaire », la *Fondation Syngenta pour une agriculture durable (SFSA)*, créée en 2001 pour contribuer à la sécurité alimentaire durable des petits exploitants. Elle veut travailler sur l'augmentation de la productivité et la diminution des risques d'échec des cultures grâce à la rétention de l'eau, sur le renforcement de la résistance des végétaux à la sécheresse, aux insectes ravageurs et aux maladies, sur l'identification et la mise au point de solutions commerciales pour éradiquer la pauvreté chez les petits exploitants, sur l'accès de ceux-ci aux informations relatives au marché et enfin, sur l'aide à la création de petites et moyennes entreprises en zone rurale ([www.syngenta-foundation.org/short\\_profile.pdf](http://www.syngenta-foundation.org/short_profile.pdf)).

Le projet le plus important de la Fondation Syngenta sur le continent africain est celui qui s'intitule « Maïs résistant aux insectes pour l'Afrique (IMRA) » qu'il met en œuvre avec l'*Institut kenyan de recherche en agriculture (KARI)*, le Centre International pour l'Amélioration du Maïs et du Blé (CIMMYT, de l'anglais International Maize and Wheat Improvement Center) et la *Fondation Rockefeller* (ibid). L'ambition de ce projet est l'élaboration et la mise à disposition des agriculteurs de variétés de maïs résistantes à un lépidoptère, la foreuse des tiges (*Papaipema nebris*).

Leader mondial du marché des semences, également placé au deuxième

# PLATE-FORME INTERNATIONALE

rang sur le marché des biotechnologies, *Monsanto* joue aussi un rôle actif dans la révolution verte en Afrique. Au titre de sa campagne intitulée « graines d'espoir », ce groupe a déplacé sa stratégie commerciale en Afrique subsaharienne vers le « bas de la pyramide », c'est-à-dire en ciblant le segment de marché le plus pauvre et dispersé mais potentiellement lucratif ([www.biosafetyafrica.net](http://www.biosafetyafrica.net)). Le principal produit de l'entreprise s'appelle le « *Combi-Pack* », ou Xoshindlala en zoulou (ce qui signifie « chasse-la-faim »), qui est un assortiment de semences de maïs hybrides, d'engrais et d'herbicides à l'usage des petites exploitations et dont les instructions se présentent sous forme de pictogrammes compréhensibles par les analphabètes ([www.mercatus.org/publications/pubID.2774/pub\\_detail.asp](http://www.mercatus.org/publications/pubID.2774/pub_detail.asp)). Cela fait partie de la technologie « sans labour » que Monsanto vante au titre de pratique durable sur le plan environnemental car elle réduit l'érosion du sol en reposant sur l'emploi d'herbicides plutôt que sur le labour.

Suite à la prescription par la Banque mondiale de la déréglementation de l'industrie des semences en Afrique, la plupart des pays africains demandent à avoir leur propre industrie des semences, certains étant dotés d'associations nationales du secteur des semences bien implantées, comme l'Afrique du Sud, la Zambie et le Kenya où des entités paraétatiques ont été remplacés par des sociétés privées nationales et multinationales. En 2000, l'Association africaine du commerce des semences (AFSTA) a été créée, avec l'aide de l'Association américaine du commerce des semences (American Seeds Trade Association), afin de servir de groupe de pression pour les intérêts des multinationales de cette industrie dans la région (GRAIN, *Seedling*, juillet 2005).

Malgré l'adoption assez lente des semences améliorées par les paysans africains, l'Afrique subsaharienne est prometteuse sur le plan lucratif pour les industriels des semences. Monsanto, par exemple, contrôle 40 pour cent du marché sud-africain des semences de

maïs ([www.monsanto.co.za/en/layout/about\\_us/default.asp](http://www.monsanto.co.za/en/layout/about_us/default.asp)). La croissance des intérêts privés en Afrique peut se réaliser dans le domaine du commerce des OGM, surtout le maïs et le coton, qui comptent parmi les principales exportations de nombreux pays africains.

Tout aussi active est l'industrie des engrais qui, associée à des philanthropes, est à l'origine du sommet africain sur les engrais qui s'est tenu à Abuja au Nigeria en juin 2006. Le sommet a débouché sur la *Déclaration d'Abuja sur les engrais pour la révolution verte en Afrique* qui résume le rôle capital joué par les fertilisants dans la révolution verte.

---

## *Se laisser porter par le rêve de la révolution verte*

---

Des groupes se retrouvant souvent sous la dénomination d'organisations non-gouvernementales, ni industriels, ni commerciaux, qui étaient absents lors de l'épisode asiatique, constituent des acteurs importants de la révolution verte en Afrique. Certaines de ces organisations ont en fait été mises sur pied par des philanthropes privés ou des centres publics de recherche agricole tandis que d'autres sont ouvertement soutenues par des entreprises du secteur de l'agrochimie et du matériel agricole.

Un acteur clé non gouvernemental est l'ISAAA (International Service for the Acquisition of Agricultural Biotechnology Applications), réseau international formé au début des années 1990 pour faciliter le « transfert et la diffusion d'applications appropriées de la biotechnologie aux pays en développement » ([www.isaaa.org](http://www.isaaa.org)). L'ISAAA identifie les besoins de certains pays en matière de biotechnologies ainsi que les applications susceptibles d'y répondre, facilite le transfert de technologies exclusives du secteur privé aux pays en développement, met en œuvre des projets de biotechnologie ayant un impact à court terme et travaille à la création d'un cadre de politiques favorables à ses programmes. La liste des donateurs de l'ISAAA comprend des organismes

philanthropiques privés, des agences d'aide internationale et des entreprises agrochimiques qui figurent au premier plan de la révolution verte en Afrique.

La *Fondation africaine pour les technologies agricoles (AATF)*, issue de la Fondation Rockefeller, se mobilise aussi pour l'établissement de partenariats public-privé pour l'accès et la distribution de technologies « appropriées » aux petits agriculteurs à faibles ressources de l'Afrique subsaharienne ([www.aatf-africa.org/who.php](http://www.aatf-africa.org/who.php)). L'AATF achète des technologies aux fabricants et aux distributeurs grâce à des licences libres de redevance, ainsi que les matériels et le savoir-faire connexes. Elle constitue aussi des partenariats avec diverses institutions en vue de relier la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, le développement du marché et la croissance économique.

---

## *Une révolution verte pour qui ?*

---

Un coup d'œil rapide aux initiatives actuelles des divers intervenants en Afrique donne à penser qu'il existe un regain d'intérêt pour la région et pour le bien-être de ses centaines de millions de pauvres, qui sont pour la plupart des paysans. L'intérêt des donateurs et des philanthropes, et les engagements renouvelés des gouvernements nationaux et de la communauté internationale afin d'extraire l'Afrique de la pauvreté et de la faim, devraient être bien accueillis. Cependant, cette enquête a révélé que les motifs existant derrière cet appel ostensiblement magnanime en faveur d'une révolution verte en Afrique nécessitent un examen sérieux et critique. L'engouement actuel pour l'Afrique ne s'est pas produit spontanément, mais est inspiré par une stratégie fondée sur un modèle de développement particulier qui n'a été élaboré ni sur le continent africain, ni par des Africains. Les grands acteurs et chefs d'orchestre ne sont pas issus du continent, et encore moins des rangs des pauvres paysans au nom de qui cette soi-disant révolution est menée.